



## Les dirigeants de l'UE demandent une sortie britannique rapide et le renforcement militaire européen

Par [Alex Lantier](#)

Mondialisation.ca, 29 juin 2016

[WSWS.org](http://WSWS.org)

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Militarisation](#)

La chancelière allemande Angela Merkel, le président français François Hollande et le premier ministre italien Matteo Renzi se sont réunis lundi à Berlin pour discuter du vote de sortie de l'UE en Grande-Bretagne. Les dirigeants des trois plus grandes économies de la zone euro ont tenu, en aval d'un sommet de l'UE de deux jours commencé hier à Bruxelles, une conférence de presse conjointe. Ils y ont prôné une sortie rapide de la Grande-Bretagne et un renforcement massif des opérations militaires et policières de l'UE.

Malgré les remarques soigneusement formulées, il était clair que le vote en faveur du « Sortir » avait déclenché une série de crises financières et politiques aux vastes répercussions mondiales. Abasourdie par le Brexit, l'UE tente d'intégrer les 27 Etats membres restants sur la base d'un nouveau virage à droite, une augmentation de l'austérité et une politique étrangère militariste. Ceci prépare le terrain non seulement à une escalade des attaques contre la classe ouvrière mais aussi à des conflits internationaux explosifs, y compris avec Washington.

Merkel s'était distanciée de l'exigence que la Grande-Bretagne invoque immédiatement l'article 50 du traité de Lisbonne pour entamer des pourparlers sur les modalités de sortie de l'UE. Après la victoire inattendue du *Leave*(Sortir) au référendum du 23 juin, le premier ministre britannique David Cameron avait annoncé sa démission de leader du parti conservateur et premier ministre après la conférence du parti, en octobre; il laisserait son successeur invoquer l'article 50.

Mais lundi, Merkel s'est alignée sur les dirigeants européens exigeant que Londres agisse rapidement pour quitter l'UE. Elle a déclaré: « Nous sommes unis en considérant que l'article 50 des traités européens dit très clairement que l'Etat membre de l'UE qui souhaite quitter l'UE doit en aviser le Conseil de l'UE. Avant que cela ait eu lieu, aucune autre mesure ne peut être prise... Cela signifie, et en cela nous sommes unis, qu'aucune négociation formelle ou informelle sur une sortie britannique de l'UE ne peut avoir lieu avant qu'une demande formelle de sortie britannique de l'UE n'atteigne le Conseil de l'UE ».

Mettant en garde contre tout ce qui pourrait « renforcer les tendances centrifuges », Merkel a appelé à une nouvelle « impulsion » pour faire avancer l'UE après le Brexit. Elle a nommé les questions clés du renforcement des forces militaires et policières et de la relance de la compétitivité des entreprises.

Sur fond de dégringolade des marchés boursiers européens et américains, Hollande a cité le danger d'une panique financière pour justifier une séparation rapide de l'UE de la Grande-Bretagne. « Pourquoi ne pas perdre de temps? Parce que rien n'est pire que l'incertitude. L'incertitude génère des comportements politiques souvent irrationnels. L'incertitude génère aussi des comportements financiers qui peuvent être également irrationnels. C'est déjà le Royaume-Uni qui en fait l'expérience et elle est douloureuse et au plan politique et au plan financier. »

Après avoir adopté la proposition de Merkel de stimuler les dépenses militaires et sécuritaires, Hollande a appelé à « une harmonisation fiscale et sociale » disant que « cela fait aussi partie de nos priorités. » Comme les pays de la zone euro mènent déjà des attaques draconiennes sur les salaires et les droits sociaux, augmenter les dépenses militaires et harmoniser les budgets des pays de l'UE va inévitablement impliquer de nouvelles attaques encore plus sévères sur le niveau de vie de la classe ouvrière.

Renzi, dont le gouvernement recherche l'approbation de l'UE à un nouveau plan de sauvetage des banques du pays, de 40 milliards d'euros, a déclaré: « Nous sommes tristes de la décision des citoyens britanniques, mais c'est une nouvelle ère pour l'Europe. »

Les appels de l'UE à traiter la Grande-Bretagne sévèrement révèle non seulement l'effondrement des relations en Europe, mais aussi la montée des tensions entre l'Europe et les États-Unis. Le Secrétaire d'Etat américain John Kerry s'est rendu en Europe lundi pour rencontrer les hauts responsables de l'UE et de l'OTAN. Il a mis en garde l'UE à ne pas « commencer à rêver des prises de position vengeresses » sur la façon de faire face à la crise du Brexit. Parlant au ministre italien des Affaires étrangères Paolo Gentiloni, il a dit que 22 Etats membres de l'UE étaient également dans l'OTAN et qu'il devrait y avoir « autant de stabilité, autant de certitude que possible ».

Dans un article lundi intitulé « Avec le Brexit, la ligne directe de Washington sur le continent s'effile brusquement » le *New York Times* a exprimé les préoccupations de responsables américains que le Brexit avait sapé l'alliance américano-européenne. Comparé à la Grande-Bretagne, écrit le *Times*, « peu de nations étaient aussi disposées dans les débats européens à appuyer les intérêts des États-Unis. » L'article de David Sanger, correspondant en chef du journal à Washington, poursuit en se plaignant que, « maintenant, la pression diplomatique discrète - y compris la modération des exigences commerciales européennes et l'emploi de méthodes fortes pour obliger les nations à contribuer plus aux missions militaires de l'OTAN, — est brusquement diminuée. »

Avertissant que « l'Allemagne nourrissait toujours de profonds soupçons envers les États-Unis, » et que « Paris sui[vait] souvent son propre chemin », le *Times* écrit que ce qui a fait la relation américano-britannique « spéciale dans une ère de diplomatie mondiale était la capacité de la Grande-Bretagne à agir pour le compte de Washington auprès des Européens, à servir de pont. » Sanger poursuit: « maintenant, comme l'a dit un responsable de la Maison blanche, le pont a été emporté par une poussée que peu de personnes avaient prédite. »

Les jours qui ont suivi le référendum ont déjà montré que la crise du Brexit marque un tournant historique à l'échelle mondiale et que la montée du conflit entre le Royaume-Uni et l'UE est porteuse de conflits bien plus importants, profondément enracinés dans les contradictions de l'impérialisme mondial.

Le vote en faveur du Brexit est lui-même un reflet de l'effondrement de l'UE, minée par des antagonismes croissants entre les pays qui la composent et profondément discréditée aux yeux de la classe ouvrière après des d'années d'austérité et de régression sociale et économique. La faillite de l'UE et l'impossibilité d'unifier l'Europe sur une base capitaliste ne sont que l'expression en Europe d'une contradiction insoluble plus large entre une production mondialement intégrée et le système de l'État-nation.

La dernière grande crise des relations britannico-européennes, le veto du président français Charles de Gaulle à l'entrée britannique dans le Marché commun européen en 1963 et 1967, était étroitement liée à des conflits avec Washington. De Gaulle, que l'influence croissante des USA dans l'ancienne sphère coloniale française, notamment pendant la guerre d'indépendance de l'Algérie, mettait en colère, frustré par les avantages économiques dont Washington profitait en raison du rôle de monnaie de réserve mondiale du dollar, cherchait à limiter l'influence des Etats-Unis en Europe.

Il retira la France du commandement militaire de l'OTAN et attaqua sans ménagement la Grande-Bretagne comme « cheval de Troie » de l'influence américaine en Europe. Mais après la mort de de Gaulle, la France s'inclina devant la volonté des autres pays européens à inclure la Grande-Bretagne au Marché commun.

Pendant toute une période cependant, les tensions ont augmenté dans les relations américano-européennes. La dissolution stalinienne de l'URSS et la restauration du capitalisme partout en Europe de l'Est a privé l'OTAN de l'effet unificateur de partager un adversaire commun. Au cours de la même période, le déclin économique des États-Unis et leur tentative de compenser cette baisse par des guerres toujours plus étendues et plus sanglantes au Moyen-Orient et en Afrique, ont encore aggravé les tensions entre les USA et l'Europe. La France et l'Allemagne s'étaient ouvertement opposées à l'invasion américaine illégale de l'Irak en 2003.

Il est de plus en plus évident que la poussée américaine à la guerre contre la Russie et la Chine suite au krach de Wall Street en 2008, qui menace de provoquer une guerre nucléaire mondiale, a déclenché une profonde opposition dans des sections de la bourgeoisie européenne. Les pays de l'UE ont défié le « pivot vers l'Asie » des USA l'an dernier en rejoignant la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures de la Chine.

Même si Berlin a soutenu le putsch de Kiev en 2014 qui a installé un gouvernement pro-OTAN en Ukraine, le ministre allemand des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier a récemment dénoncé les exercices militaires de l'OTAN menés par les Etats-Unis et visant la Russie, comme « bellicistes ».

Menacée de déchirement par la crise du Brexit, l'UE tente à présent de survivre en procédant à une intégration massive de ses forces militaro-policières, dirigée à la fois contre la montée de la colère sociale à l'intérieur et contre ses rivales à l'extérieur, dont les États-Unis. Cela ressort clairement des documents, préparés à l'avance, du sommet européen commencé hier, l'un par la chef de la politique étrangère de l'UE Federica Mogherini et l'autre, écrit conjointement par Steinmeier et le ministre français des Affaires étrangères Jean-Marc Ayrault. Tous deux se fondent sur un développement de la capacité de l'UE à agir militairement indépendamment de Washington.

Le document Mogherini appelle à une « coopération structurée,» où les pays de l' UE mettent en commun équipements militaires, unités et chaînes de commandement - ce qui

revient essentiellement à jeter la base d'une armée européenne commune. « L'UE encouragera systématiquement la coopération de défense et s'efforcera de créer une industrie de défense européenne solide, ce qui est essentiel pour l'autonomie de l'Europe dans ses décisions et ses actions », dit le document.

Il indiquerait aussi que le Brexit aiderait à réparer les relations politiques et économiques de l'UE avec la Russie, qui s'étaient effondrées après que Washington a exigé que l'UE impose des sanctions punitives contre Moscou. Il dit que l'UE et la Russie sont « interdépendants, » et s'engage à des liens plus étroits: « Nous allons engager la Russie à discuter les désaccords et à coopérer si et lorsque nos intérêts coïncident. »

Le document Steinmeier-Ayrault déclare, quant à lui: « Dans un environnement international de plus en plus fortement caractérisé par les intérêts divergents des grandes puissances, la France et l'Allemagne doivent œuvrer à développer l'UE étape par étape en tant qu'acteur mondial indépendant. L'objectif est de traduire nos connaissances et nos équipements civils et militaires en une politique de plus en plus efficace et réaliste ».

Alex Lantier

Article paru en anglais, WSWS, le 28 juin 2016

La source originale de cet article est [wsws.org](http://wsws.org)  
Copyright © [Alex Lantier](http://wsws.org), [wsws.org](http://wsws.org), 2016

Articles Par : [Alex Lantier](http://wsws.org)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)